

INTERVENTION DE CHRISTOPHE ROUILLON, RAPPORTEUR DU CDR SUR LA "FACILITÉ POUR LA REPRISE ET LA RÉSILIENCE"

COMMISSION ENVE DU CDR - 9 SEPTEMBRE 2020 (14.30 - 15.25)¹

**INTERVENTION EN PRESENCE DE KADRI SIMSON,
COMMISSAIRE EUROPEENNE A L'ENERGIE**

Madame la Commissaire², chers collègues,

J'interviens aujourd'hui à titre de rapporteur général de l'avis du Comité Européen des Régions sur la "facilité pour la reprise et la résilience" qui sera présenté directement en plénière le 13 octobre prochain. Le projet d'avis est à ce stade disponible en version française seulement mais il devrait être bientôt disponible dans toutes les langues pour que vous puissiez le cas échéant y déposer des amendements et ce avant le 25 septembre à 15h.

Nous nous réjouissons que la philosophie de la Commission Européenne sur le lien entre la crise de la COVID-19 et le développement durable suive le mot d'ordre "*Never waste a good crisis*" ("il ne faut jamais gâcher une bonne crise")!

¹ <https://broadcaster.interactio.io/join?code=4et4qiy89rwggsa>

² Kadri Simson, née en 1977, est l'actuelle Commissaire européenne à l'Énergie. Elle est représentante du Parti du centre estonien et à ce titre affiliée à la famille RENEW/ALDE

En effet, nous souscrivons aux propos de Frans Timmermans, qui, en tant que vice-Président de la Commission coordinateur de la mise en œuvre du "Green Deal", exhorte inlassablement les partenaires européens à éviter le même piège dans lequel nous sommes tombés après la crise financière, à savoir dépenser énormément d'argent pour maintenir le statu quo ou y revenir, alors que nous aurions dû nous tourner vers l'avenir. Bref, la relance doit passer par le Green Deal et une nouvelle stratégie de croissance basée la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et l'accompagnement des transitions énergétique et numérique.

Tout notre respect aussi pour la Présidente de la Commission européenne qui s'apprête à annoncer officiellement, le mercredi 16 septembre prochain, lors de son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen, que le nouvel objectif de l'Union européenne en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 passe à au moins 55% (par rapport au niveau d'émissions de 1990)!

Dotée de 672 milliards d'€, la facilité pour la reprise et la résilience est au cœur du dispositif de l'Union Européenne pour à la fois sortir de la crise et réorienter le modèle de développement européen.

Je me contenterai de faire trois remarques sur la seule dimension "développement durable" de cet instrument "pour la reprise et la résilience" que je préfère appeler "fonds" plutôt que "facilité". Je ne m'attarderai donc pas sur d'autres aspects en débat que vous pourrez relire dans le projet d'avis.

1) La première remarque porte sur le "fléchage" en matière de développement durable.

La proposition initiale de la Commission présentée au mois de mai dernier n'évoque en fait que l'objectif que le fonds contribue à atteindre un objectif global d'au moins 25 % des dépenses budgétaires de l'Union en faveur des objectifs en matière de climat. Or, à la lumière d'un récent rapport de la Cour des Comptes³ selon lequel la contribution potentielle à cet objectif de certaines politiques de l'UE est surestimée, j'estime dans le projet d'avis que le fonds devrait compenser ce déficit à travers un fléchage de ses dépenses à l'action pour le climat à hauteur d'au moins 40%. D'ailleurs ce chiffre est très proche de celui contenu dans des projections internes de la Commission qui ont fuité dans "Politico", selon lesquelles l'objectif de fléchage durable spécifique du fonds devrait être porté à 37%. Je suis d'ailleurs en contact avec les co-rapporteurs au Parlement Européen pour que leur projet de rapport soit encore amendé en ce sens.

³ Voir le rapport de la Cour des comptes européenne à ce sujet (2 juillet 2020): https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/RW20_01/RW_Tracking_climate_spending_EN.pdf

2) L'accessibilité des collectivités territoriales et des PME aux ressources du fonds est une préoccupation très importante pour moi mais elle n'est pas explicitement abordée dans la proposition législative de la Commission Européenne. En effet, elle relève dans l'architecture de la facilité proposée par la Commission des seuls Etats-membres - pour ne pas dire des capitales - qui proposeront leurs mesures dans le cadre de plans nationaux accordés au Semestre Européen. Or, nous savons que ce Semestre Européen reste une "boîte noire" en termes de transparence et d'exigence démocratique et que, contrairement aux fonds structurels, elle n'est pas soumise à des exigences de partenariat avec les collectivités territoriales.

Notre combat pour la mise en place d'un code de bonne conduite d'association des collectivités territoriales dans le Semestre Européen prend donc toute sa justification dans le contexte de la ventilation des moyens du fonds.

J'ajoute qu'une approche trop centralisatrice et trop "macroéconomique" est aussi en contradiction avec les conclusions d'une récente analyse du cabinet de conseil Ernst & Young qui a identifié 1000 projets locaux prêts à l'emploi qui pourraient être éligibles à des co-financements du fonds.

Environ un tiers des projets sont développés par des start-up et des PME et soutiendront la création de 2 millions de nouveaux emplois pour un volume de 200 milliards d'euros d'investissements publics et privés.

Pour être tout-à-fait concret: j'aimerais faire confiance à Paris pour sélectionner parmi les projets éligibles au soutien de la facilité le projet "1000 bus hydrogène", amorcé en 2019 dans la métropole du Mans, dont je suis le vice-président aux finances. Nous avons en effet inauguré début juillet une station de production d'hydrogène capable de délivrer environ 20 kg d'hydrogène en 30 minutes. Cette station a vocation à fournir les bus municipaux puis des véhicules à l'occasion des 24 Heures du Mans 2024. C'est un projet qui allie une ambition de service public et de lutte contre le réchauffement climatique et qui aurait des retombées immédiates. Mais nous cherchons la voie d'accès pour faire intégrer ce projet dans la proposition française d'utilisation du Fonds.

3) Autant le Fonds marque un saut qualitatif indéniable dans la capacité d'investissement européenne, autant ses interactions avec les fonds structurels et d'investissement, qui étaient jusqu'à présent le principal instrument d'investissement européen, restent à clarifier. Je me félicite dans ce contexte de l'information qu'une communication de la Commission visant à clarifier ces interactions est imminente. En effet, il faut clairement éviter les doublons. Au stade actuel, il n'y a pas de distinction faite en termes de champs

thématiques d'intervention possible. La distinction entre le Fonds de relance et la politique de cohésion réside surtout dans deux aspects: d'une part les fonds structurels s'inscrivent dans la durée et ont pour ligne d'horizon 2027 voire 2030 (avec la règle $n+3$) et d'autre part leur programmation répond aux exigences de partenariat.

Il y a dès lors tout lieu de craindre que la dite "facilité" puisse exercer un effet d'aspiration des fonds structurels parce qu'elle a vocation à mettre en œuvre des projets à plus court terme (à l'horizon 2023-2024) et que les gouvernements ne soient pas tenus d'effectuer un exercice de programmation exigeant en termes de gouvernance et de concertation. C'est pourquoi, pour éviter cet effet de siphonage, je propose que le CdR s'oppose à l'option d'un transfert de ressources vers la facilité depuis les fonds structurels et d'investissement prévue à l'article 6 de la proposition de règlement de la Commission.